



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.1/51/L.39  
29 octobre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
PREMIÈRE COMMISSION  
Point 71 i) de l'ordre du jour

### DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

Algérie, Angola, Bangladesh, Cambodge, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fidji, Ghana, Inde, Indonésie, Îles Marshall, Iran (République islamique d'), Iraq, Kenya, Malaisie, Maurice, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, Venezuela, Viet Nam, Zaïre, Zambie, Zimbabwe : projet de résolution

#### Désarmement nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/75 E du 15 décembre 1994 sur la réduction progressive de la menace nucléaire et sa résolution 50/70 P du 12 décembre 1995 sur le désarmement nucléaire,

Réaffirmant la volonté de la communauté internationale de réaliser l'objectif consistant à éliminer totalement les armes nucléaires et à créer un monde exempt de telles armes,

Résolue à réaliser l'objectif concernant l'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et de l'utilisation des armes nucléaires et leur destruction, et à conclure sans tarder un ou plusieurs traités internationaux à cet effet,

Ayant à l'esprit le paragraphe 50 du Document final de sa dixième session extraordinaire<sup>1</sup>, la première consacrée au désarmement, dans lequel il était demandé que soient négociés d'urgence des accords en vue de mettre un terme au perfectionnement et à la mise au point de systèmes d'armes nucléaires et d'établir un programme global et graduel reposant sur un calendrier convenu, dans la mesure du possible, pour réduire de façon progressive et équilibrée les

---

<sup>1</sup> Résolution S-10/2.

stocks d'armes nucléaires et leurs vecteurs, conduisant en fin de compte à leur élimination complète dans les plus courts délais possible,

Rappelant que par sa résolution 50/245 du 10 septembre 1996 elle a adopté le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires,

Considérant qu'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et tout traité envisagé sur les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires doivent, l'un et l'autre, constituer non seulement des mesures de non-prolifération mais aussi des mesures de désarmement, et que ces instruments ainsi que tout instrument relatif à des garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires ou qu'une convention internationale interdisant l'emploi des armes nucléaires doivent être des étapes importantes sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Considérant également que la fin de la guerre froide a donné lieu à des conditions favorables à la création d'un monde exempt de d'armes nucléaires,

Se félicitant de l'entrée en vigueur du Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs<sup>2</sup> auquel le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine sont parties,

Se félicitant également de la conclusion du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs<sup>3</sup> par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, et de sa ratification par les États-Unis d'Amérique, et appelant de ses vœux l'application intégrale de ces traités et l'adoption de nouvelles mesures concrètes de désarmement nucléaire par tous les États dotés d'armes nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises unilatéralement par les États dotés d'armes nucléaires en vue de limiter ces armes, et les encourageant à prendre encore d'autres mesures en ce sens,

Considérant que les négociations multilatérales et les négociations bilatérales sur le désarmement nucléaire se complètent et que celles-ci ne sauraient se substituer à celles-là,

Prenant note de l'appui exprimé au sein de la Conférence du désarmement et de l'Assemblée générale pour l'élaboration d'une convention internationale visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, et des efforts multilatéraux entrepris à la Conférence du désarmement en vue de parvenir rapidement à un accord sur une telle convention,

---

<sup>2</sup> Voir Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, vol. 16 : 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.IX.1), appendice II.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 18 : 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.IX.1), appendice II.

Prenant note de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 8 juillet 1996, sur la licéité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires, et se félicitant de ce que tous les juges de la Cour aient unanimement réaffirmé que tous les États avaient obligation de poursuivre de bonne foi jusqu'à leur aboutissement les négociations tendant au désarmement nucléaire sous tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

Prenant note également du paragraphe 84 et des autres recommandations pertinentes figurant dans le Document final de la onzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Cartagena de Indias (Colombie) du 18 au 20 octobre 1995<sup>4</sup>, aux termes desquels la Conférence du désarmement est priée de créer, à titre prioritaire, un comité spécial chargé d'entamer, au début de 1996, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé, et du paragraphe 26 du Communiqué de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de gouvernement des pays non alignés, tenue à New York le 25 septembre 1996,

Déplorant que la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure jusqu'à présent de créer un comité spécial du désarmement nucléaire, comme elle le lui avait demandé dans sa résolution 50/70 P,

Prenant note de la proposition de vingt-huit délégations à la Conférence du désarmement, membres du Groupe des 21, concernant un programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires<sup>5</sup>, et exprimant sa conviction que cette proposition ne manquera pas de contribuer considérablement aux négociations qui auront lieu sur cette question à la Conférence du désarmement,

1. Estime que, étant donné la fin de la guerre froide et l'évolution récente de la situation politique, le moment est venu pour que tous les États dotés d'armes nucléaires prennent des mesures effectives de désarmement nucléaire en vue de l'élimination totale de ces armes selon un calendrier déterminé;

2. Estime également qu'il est véritablement nécessaire de réduire l'importance accordée au rôle de l'arme nucléaire et de réexaminer et revoir les doctrines nucléaires en conséquence;

3. Engage instamment les États dotés de l'arme nucléaire à mettre immédiatement un terme au perfectionnement, à la mise au point, au stockage et à la production d'ogives nucléaires et de leurs vecteurs;

4. Demande aux États dotés de l'arme nucléaire de procéder à une réduction progressive de la menace nucléaire, d'entreprendre un programme échelonné de réductions progressives, équilibrées et profondes des armements

---

<sup>4</sup> A/50/752-S/1995/1035, annexe III.

<sup>5</sup> Voir document A/C.1/51/12 du 24 octobre 1996.

nucléaires et de prendre des mesures effectives de désarmement nucléaires en vue de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé;

5. Demande également à la Conférence du désarmement de créer, à titre prioritaire, un comité spécial du désarmement nucléaire chargé d'entamer, au début de 1997, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminer, au moyen d'une convention sur les armes nucléaires;

6. Invite la Conférence du désarmement à prendre en considération à cet égard la proposition de programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires présentée par les vingt-huit délégations;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

8. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-deuxième session la question intitulée "Désarmement nucléaire".

-----